L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 11 JANVIER 1884. 57me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 11 JANVIER 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

Supplément de L'ABEILLE

Voir le supplément de L'ABEILLE pour ses annonces de ventes de propriétés par le collecteur de taxes d'Etat.

Par H. Stern & Co., No 35 rue de Chartres bottes, souliers et brodequins.

Guerre à l'industrie sucrière !

Il y a, vraiment, dans la situation que font à notre industrie sucrière certains journaux du Nord, dans les prétentions qu'ils prêtent gratuitement et perfidement à nos cultivateurs de cannes, à nos propriétaires d'usines centrales, de quoi lasser la patience de la plus clémente des populations.

A en croire ces vertueuses feuilles, nous, Louisianais, qui ne sommes qu'une poignée d'hommes, comparativement à la masse des populations de l'Union, nous voudrions exploiter toute la nation à notre profit, et sacrifier le bien-être, le confort de cinquante-trois ou cinquante-quatre millions d'âmes au mesquin intérêt de cinq à six cent mille meurt-faim, qui s'imaginent que le pays doit se saigner à blanc, pour les nourrir ; et là-dessus, le soupir sur les lèvres et les larmes dans les yeux, ils s'apitoyent, dans des tirades attendries, sur la gêne à laquelle sont réduites tant de braves gens, pour maintenir une industrie qui ne s'alimente que des privations d'autrui.

D'où peut venir une aussi odieuse calomnie ? Ne dirait-on pas que les mille industries du Nord ont grandi d'elles-mêmes, en plein air libre-échangiste ? N'est-ce pas le contraire qui a eu lieu ? Ne se sont-elles pas élevées, à l'abri d'un tarif plus que protecteur, d'un tarif prohibitif ? et les droits qui les couvraient, n'étaient-ils pas tellement exorbitants qu'ils permettaient d'établir, entre le prix réel de revient et le prix de vente, une marge énorme, et à certains directeurs d'usines de faire, en peu d'années, des fortunes colossales, scandaleuses ?

Personne n'est, plus que nous, partisan du travail national. Toutes les fois qu'il a été attaqué, nous n'avons pas hésité à le défendre, qu'il s'agît du Nord, de l'Est ou de l'Ouest. Nous nous en sommes fait un devoir, et nous n'y faillirons jamais. Mais, quand nous, habitants du Sud, de la Louisiane, nous réclamons, à notre tour, un droit commun, un droit dont ont joui, depuis longtemps, les autres sections de l'Union, pourquoi les mêmes journaux qui se sont toujours empressés de l'accorder au Nord, nous le refusent-ils obstinément ? Pourquoi font-ils de la protection au profit de la Nouvelle-Angleterre, et du libre échange à notre détriment ? Pourquoi ces deux poids et ces deux mesures ? Pourquoi nous dénient-ils, au point de vue économique, comme ils l'ont fait jadis, au point de vue politique, l'égalité parfaite que la Constitution octroie à toutes les parties du pays, sans exception ?

Passe encore, si nous demandions pour nous des droits d'entrée exorbitants, comme ceux qui ont permis, jadis, aux industriels du Nord d'amasser, en peu de temps, des millions qui sortaient, en réalité, de la poche des contribuables, mais nous ne réclamons rien de pareil. Ce que nous voulons, ce à quoi nous avons un droit incontestable, c'est un tarif légèrement protecteur, qui nous permette de maintenir notre industrie, de vivre, honnêtement et modestement, de notre travail.

La prohibition ! Nous n'en voulons pas; nous la repousserons, avec indignation, si on nous l'offrait. Nous savons trop bien que, d'un côté, elle conduit au monopole; que, de l'autre, elle tue l'émulation, entretient l'esprit de routine, et tend à arrêter tout progrès des industries nationales, à cause de la sécurité trop grande qu'elle leur donne, des bénéfices exagérés qu'elle leur assure, quelle que soit la qualité, bonne ou mauvaise, de leurs produits.

N'avons-nous pas devant nos yeux l'exemple de la Californie ? Que devient son industrie vinicole, qui a eu de si beaux commencements, et faisait présager un si bel avenir ? Où sont ces améliorations, ces perfectionnements ? Et pourquoi serait-elle animée de l'esprit du progrès ? Ignore-t-elle que, quoi qu'elle fasse, qu'elle jette sur le marché de bons ou de mauvais vins, elle est sûre de les placer ? N'y a-t-il pas un tarif qui, par l'élévation de ses droits, interdit l'entrée aux vins étrangers, et n'en permet l'achat qu'à ceux qui jouissent d'une grande fortune ? Elle croît en quantité, cela est possible, mais non, en qualité; elle n'en a pas besoin. La loi, en barrant le passage aux vins étrangers, lui permet de se passer de tout perfectionnement dans les procédés de fabrication des siens.

Il n'en est pas de même du tarif qui frappe les sucres étrangers. Il accorde aux nôtres tout juste assez d'appui pour se maintenir, à force de travail, de persévérance, de progrès ; il les découvre, aussitôt que les producteurs se négligent et tombent dans la routine ; il les tient sans cesse en haleine, et la crainte d'une concurrence toujours possible, en cas de défaillance en même de *statu quo*, est un tout-puissant aiguillon pour nos planteurs ; aussi, voyez quels étonnants progrès ils font, chaque année ! Partout des améliorations, partout des perfectionnements, dans la qualité de la canne, dans l'emploi des machines, dans les procédés de fabrication, dans l'économie de temps et d'argent, dans la multiplication des usines centrales, jusque dans les moyens de transport du champ à la sucrerie, et de la sucrerie au marché ! Rien n'est négligé, tout est mis à profit ; et, toujours en éveil, le cultivateur de la canne, d'un côté, le fabricant de sucre, de l'autre, sont à l'affût des nouveautés, des inventions qui surgissent, pour s'en emparer. On vante beaucoup les progrès accomplis, depuis vingt ans, dans les filatures, les fabriques du Nord ; nous doutons fort qu'ils soient aussi grands que ceux produits dans les plantations et les sucreries Louisianes, depuis cinq ou six ans.

La récolte de 1882 avait été d'une abondance extraordinaire ; il est vrai qu'elle avait reçu du ciel des faveurs exceptionnelles.

Celle de 1883, pour être moins belle, en égard aux pluies et à la sécheresse qui l'eussent anéantie, il y a quinze à vingt ans, a pourtant surpassé toutes les espérances et donné des résultats plus étonnants encore, grâce aux merveilleux progrès dont nous parlions tout à l'heure.

Et voilà l'industrie que l'on voudrait détruire, assassiner, quand à, force de travail, à force de persévérance, à force d'intelligence, elle s'est relevée d'une ruine complète, du quasi-anéantissement auquel l'avait réduite la guerre ; quand, en quelques années, elle s'est élevée à un si haut degré de perfection ; quand elle en est arrivée presqu'à braver les intempéries des saisons ; quand elle est devenue non seulement une des richesses du pays, mais aussi une de ses gloires ; quand toutes ces grandes choses ont été accomplies par elle, sur la foi des promesses faites par le gouvernement et de la protection, si faible fût-elle, qu'il lui a accordée, pendant près de vingt années ! Nous ne craignons pas de le dire, la destruction d'une pareille industrie est un crime national, et le parti qui s'en rendra coupable, encourra une terrible responsabilité.

Comment le parti démocrate peut-il s'en faire, si non le fauteur, au moins le complice, après la dûre leçon que lui ont donnée les élections de 1880 ? Ne dirait-on pas qu'il prend un lamentable plaisir à se préparer, en 1884, une seconde défaite, plus désastreuse encore que la première ? C'est là, en effet, que l'attendent les républicains, que la haine anime et éclaire. Ils le voient avec un bonheur indicible s'engager dans cette voie ; ils l'y pousseraient plus avant encore, s'ils le pouvaient, sachant bien qu'il ira s'y briser contre la toute-puissante coalition des intérêts manufacturiers, contre la ligue des ouvriers et des fabricants de toutes les sections des Etats-Unis. Est-il donc réellement frappé de démence, et sa folie est-elle incurable ?

M. JOSÉ DELGADO Y ARANGO, qui exerçait les fonctions de chancelier du consulat espagnol à la Nlle-Orléans, est parti, hier, par le steamer "Hutchinson," pour Key West, Floride, où il fera fonctions de consul.

Il nous a prié d'être, auprès de tous ses amis, les interprètes de ses vifs regrets de n'avoir pu, faute de temps, leur serrer les mains avant de quitter la Nouvelle-Orléans.

Marié, mercredi soir, dans notre ville, à l'église Ste Thérèse, le Dr Adolpha Tircuit à Mlle Estelle M. Robin, tous deux de la Pointe Coupée. Les nouveaux époux appartiennent aux premières familles de la paroisse. Nous leur offrons nos meilleurs souhaits.

L'extrait suivant du *Manufacturer's Record* prouve que nos concitoyens du Nord s'occupent beaucoup, de la marche industrielle du Sud :

Depuis trois ans, l'industrie cotonnière a fait d'énormes progrès, dit-il ; il y a maintenant, dans cette section, 314 filatures, ayant 1,276,422 broches, et 24,873 métiers ; tandis que le recensement de 1880 n'y accusait que 180 filatures, qui avaient 713,989 broches et 15,222 métiers.

En 1880, la valeur des cotonnades manufacturées dans le Sud, ne s'élevait qu'à $21,000,000 ; en 1883, elle flotte entre $35,000,000 et $40,000,000.

Dans les trois dernières années, il a été placé dans ces filatures un capital d'environ $20,000,000, dont la plus grande partie a été employée à l'achat de machines fabriquées au Nord.

C'est Benjamin Franklin, l'illustre Américain, qui, le premier, a attiré l'attention de ses compatriotes sur l'idée de prédire l'approche des orages. Il y avait été conduit par ses études météorologiques, dans lesquelles il avait démontré l'identité de l'électricité de l'atmosphère et de celle qui est produite par les machines.

Un de ses parents, le Dr Alex. Dallas Bache, qui a été longtemps surintendant du corps des ingénieurs, transformé, depuis, en corps des signaux, a continué ses observations météorologiques. Ces travaux ont été suivis d'un tel succès, qu'on a multiplié les stations des signaux, qui enferment aujourd'hui tout le territoire de l'Union, dans un vaste réseau, et aucun phénomène n'échappe à l'examen des ingénieurs. Le général Alb. Meyer, et, depuis, le général Hazen ont beaucoup étendu et perfectionné le système d'observations.

On ne peut se faire une idée exacte des énormes travaux accomplis par ce corps, qui s'est conquis, à juste titre, une réputation universelle et est devenu une grande autorité aux yeux des savants de l'Europe.

Chaque jour, les dimanches exceptés, à une heure du matin, le rapport de minuit est télégraphié à 18 centres de distribution, et de là, à 6672 districts ruraux, afin que la population agricole des Etats-Unis soit mise à même de profiter des observations.

La station qui envoie le plus de télégrammes, est celle de Philadelphie, 850; puis vient Boston, 757 ; New York, 740.

Quant à la région cotonnière, on y a organisé 100 stations spéciales distribuées le mieux possible, dans toute son étendue.

Il y a aussi un service spécial pour la région sucrière, la Louisiane et les Etats adjacents. Il a pour but de prévoir les gelées. Il commence ses travaux, le 1er octobre et les termine le 1er février suivant. Autant que possible, les avertissements sont donnés trois jours à l'avance ; ils sont envoyés à l'observateur de la Nouvelle-Orléans. Aussitôt qu'il les a reçus, il est chargé de les transmettre à la Bourse sur coton, et, par le télégraphe ou le téléphone, aux différentes paroisses et villages intéressés. Le succès obtenu par les observations faites en vue de l'industrie sucrière a encouragé le chef du Bureau des signaux à étendre ses travaux à la culture des fruits et des oranges. Un travail spécial se fait dans le but de prévenir à temps les propriétaires d'oranges dans la Floride.

La grande difficulté est de déterminer d'avance, sur quel point, à l'exclusion des autres, viendra s'abattre un ouragan. Quelquefois, la direction et la rapidité du ouragan viennent changer ; il faut alors prévenir à temps les points qui se trouvent inopinément menacés.

Il y a une différence, dans la vélocité du vent sur terre et sur mer, de 25 milles à 45 ou 50 milles, à une distance de 10 à 20 milles de la terre ferme. Le Bureau des signaux a à sa disposition 600 milles de côtes. Ce service est un véritable modèle en ce genre.

En voici un exemple : Un navire part de New York en vue de doubler le Cap Hatteras ; arrivé au large des caps du Delaware, il demande, par signaux, à la station, s'il peut en toute sûreté continuer sa route. Le télégraphe joue immédiatement, la réponse ne se fait pas attendre. Arrivée à la station qui a demandé l'information, elle est, sur le champ, transmise, par signaux, au navire, toujours au large. S'il y a danger pour lui de poursuivre sa route, il vient chercher abri derrière le brise-lames ; sinon, il la continue, en toute sûreté, sans avoir eu besoin d'atterrir.

Une dépêche de Birmingham, Alabama, dit que l'on fait maintenant de l'étain par avec le mineral de cette région. Les dépôts d'étain couvrent 4000 acres de terre ; le mineral donne en étain de 2 1/2 à 3 pour cent, tandis que les fameuses mines d'étain de Cornwall, en Angleterre, ne donnent que de 1 3/4 à 2 1/4 pour cent. Avant longtemps, les mines de l'Alabama vont être mises en exploitation et deviendront les plus riches du monde.

MORT DE MME GRANDADAM.—Nous recevons la triste nouvelle de la mort de Mme Antoine Grandadam. Mort d'autant plus lamentable qu'elle était en pleine santé, que tout promettait de la conserver longtemps aux siens, quand un accident est venu tout briser. Jamais type d'épouse et de mère ne fût plus achevé ; jamais femme ne montra plus de dévouement à ceux qu'elle aimait. Dévouement constant, qui se produisait sous toutes les formes, qui trouvait sa récompense en lui-même.

Elle était une joie de la maison qu'elle va quitter aujourd'hui pour jamais ; l'idole de son mari, de sa fille Mme Curto, de son gendre M. Gregorio Curto auxquels nous envoyons ici l'assurance de notre profonde sympathie. Nous savons le vide qui vient de se faire pour eux au foyer de la famille ; nous savons que les yeux se mouilleront longtemps, bien longtemps, au spectacle de cette place où ne viendra plus s'asseoir la mère bien aimée, la mère modèle qui ne vivait que pour les siens et par les siens. Quels déchirements causent ces départs sans retour ; ces départs d'êtres qui sont comme l'âme et le cœur du foyer !...

Nous avons reçu, du ministre de la marine, à Washington, une magnifique carte du Nord de l'Océan Atlantique, à l'usage des pilotes. Elle contient la liste de tous les avis, de tous les renseignements hydrographiques, envoyés aux marins, pendant le mois de décembre dernier.

Tout y est admirablement et clairement indiqué : la direction des ouragans, les points où ont eu lieu les naufrages (il y en a 22 indiqués sur la carte) et surtout les directions principales des vents et des courants, pendant le mois de janvier ; les limites du "gulf stream" et des autres courants ; les limites du commerce, la direction et la force des vents ; les vents légers et variables, les calmes, les limites de glace. Il est évident que l'on a apporté un soin infini dans toutes ces indications.

Une pareille carte fait le plus grand honneur au service hydrographique du Bureau de navigation, attaché au Département de la marine des Etats-Unis.

Elle doit être de la plus grande utilité pour les marins. C'est un véritable bienfait qu'ils doivent au gouvernement de l'Union. Nous la tenons à la disposition des capitaines de navire, qui voudraient la consulter.

Nous extrayons, d'un article du *World*, de New-York, sur le fonds du piédestal de la statue de Bartholdi, le passage suivant :

Le secrétaire du fonds destiné à l'érection du piédestal de la statue de la Liberté, de Bartholdi, annonce que la somme perçue jusqu'ici, s'élève tout au plus à $125,000, à moins de la moitié de ce que doit coûter l'œuvre, estimée à $250,000.

Il paraît que le secrétaire a reçu de nombreuses lettres qui expriment la douloureuse surprise que cause à leur auteur la triste paroimonie des citoyens de New-York, en cette circonstance.

Comment une semblable ville ne peut-elle pas fournir l'argent nécessaire à la construction du piédestal d'un monument qui sera, à coup sûr, son plus bel ornement ?

N'y eût-il que l'aiguillon de l'amour-propre qu'ils devraient éprouver pour la localité qu'ils habitent, nos richards eussent dû s'entendre entr'eux et verser promptement la somme.

Mais il y a mieux que cela. La statue de Bartholdi est un don d'une république-sœur aux Etats-Unis. Le peuple français offre cette statue en présent au peuple américain. N'y a-t-il pas dans notre conduite de quoi blesser le légitime amour-propre d'un peuple ami ?

Nous aurions voulu que toutes les populations de l'Union contribuassent au monument, en sommes minimes ; il n'y eût eu, alors, nul besoin de recourir à la bourse de nos millionnaires ; la souscription aurait pris un caractère populaire. Il n'en a pas été ainsi ; mais cela n'excuse pas la coupable mesquinerie de nos richards. Cette indifférence ne dénote-t-elle pas chez nous un manque complet d'esprit public, d'amour propre national ?

L'honneur du pays veut qu'on en finisse au plus tôt, que l'on fasse disparaître jusqu'à la trace de ces lésineries. Pour quoi le Congrès ne voterait-il pas, immédiatement, les $125,000 nécessaires pour compléter la somme ? Ce serait une leçon bien méritée qu'il infligerait aux millionnaires sans vergogne et sans patriotisme, de notre métropole.

M. Morehead, le commissaire général de l'Exposition de la Nouvelle-Orléans, était à Richmond, la semaine dernière ; il a eu plusieurs conférences avec le comité des finances de la législature. Il espère en obtenir une allocation pour aider les industriels et les planteurs de la Louisiane à exposer leurs produits à cette Exposition, à y exhiber convenablement les ressources de l'Etat. On semble généralement, en Virginie, prendre un grand intérêt à cette fête de l'industrie.

M. Morehead est parti, ensuite, pour Washington. Il veut obtenir du Cabinet et du Congrès quelque loi nouvelle en faveur de l'entreprise. Il va s'aboucher, en même temps, avec les représentants de puissances étrangères, afin d'obtenir la coopération des gouvernements.

Les filatures de Fall River, Massachusetts, continuent à marcher dans d'excellentes conditions ; celles de Narragansett et de Chase ont déclaré, dernièrement, un dividende semi-annuel de 3 pour cent, et celle du Globe, de 3 1/2 p. c. Il en est à peu près de même de celle de Laurel Lake, à Fall River.

Les rapports sur les bénéfices de soixante-six mille milles de chemins de fer américains, accusent une augmentation constante. Le nombre de milles construits, aujourd'hui, par an, est de 5,500. Beaucoup de travaux sont à peu près achevés. Il y a peu de travaux à faire pendant l'hiver, et ils n'auront lieu que dans les Etats du Sud. La baisse dans les rails d'acier, au lieu d'enlever la dépense, a provoqué une diminution dans les commandes pour l'hiver et le printemps.

Il y avait, à l'Exposition de Louisville, un appareil qui attirait l'attention générale : c'était une nouvelle machine à filer le coton, invention d'un Kentuckien. M. G. Jaquith, l'inventeur en question, est un modeste vieillard, français d'origine, qui a fait du filage, proprement dit, du coton, l'étude de toute sa vie. Le nouveau système de broches qu'il vient d'exposer est appelé à révolutionner toute cette industrie, et il apporte dans la production une étonnante économie ; la machine a été construite à Providence, Rhode Island. Bien que faite avec précipitation, attendu que le temps manquait pour y apporter les derniers soins, et que l'ouverture de l'Exposition approchait rapidement, elle n'en fonctionne pas moins admirablement, et les industriels intelligents songent à se la procurer, à profiter de ses avantages. Le brevet appartient à MM. January, Wood, de Meyerville, Ky., et à M. Jaquith. C'est la seule de ce genre qui ait encore été construite. Elle contient 208 broches ; 204 font 12,000 révolutions à la minute ; les quatre autres 18,000 révolutions, et donnent le fil No 40. Jusqu'ici, les broches les plus rapides n'avaient pu opérer que 7,000 révolutions, aucun essai n'en avait obtenu plus de 8,000.

La broche de M. Jaquith gagne 50 pour cent de temps et de puissance motrice ; elle tourne avec une aisance merveilleuse, et il lui suffit de quelques gouttes d'huile, par semaine, pour fonctionner indéfiniment. M. Jaquith, est appelé, prochainement, à partager la célébrité des Crompton, Peel, Arkwright, les célèbres inventeurs des améliorations et procédés mécaniques modernes.

Deux politiciens se querellent dans les salles d'attente du Palais-Bourbon :

—Je vous dis que je n'aime pas les ministres pauvres qu'ils sont trop laids !...

—Alors, ce qu'il faut, monsieur, c'est un cabinet de physiques !

Théâtre de l'Opéra.

Demain en Matinée *Les Huguenots*, c'est-à-dire un programme qui remplira certainement la salle ; le soir *Le Prophète*, pour la trentième représentation de l'Abonnement.

Dimanche *La Juive*.

THEATRE ST-CHARLES.—*La Martiana* de Wallace sera chantée ce soir. Ce nom de Wallace compte parmi les plus populaires aux Etats-Unis. Dans les deux ou trois visites qu'il y rendit autrefois, il se fit fréquemment applaudir comme violoniste, comme pianiste. C'était un talent éminemment sympathique, qui versait toute son âme dans les morceaux qu'il exécutait sur ces deux instruments. Plus tard il s'occupa presqu'entièrement de composition, et sa *Martiana*, entr'autres, lui gagna un renom nouveau.

Dans plusieurs de ses parties l'œuvre porte ce cachet de poésie qui était en Wallace.

Nous engageons fortement nos lecteurs à aller en entendre l'exécution par la troupe de M. C. D. Hess.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — L'engagement de la troupe Shook et Collier finit demain soir. Il ne reste donc plus que trois occasions d'entendre et de voir *Lights of London*. Entendre et voir, disons-nous bien, car les sujets de cette compagnie interprètent, à la plus grande satisfaction, ce long et complexe mélodrame, relevé par une mise en scène qu'on ne rencontre pas tous les jours. Sous ce rapport rien n'a été épargné ; la direction mérite qu'on lui tienne compte de ces frais considérables devant lesquels elle n'a pas hésité.

Dimanche, première soirée de M. Roland Reed dans *Check*.

GRAND OPERA HOUSE.—Mme Modjeska quitte notre ville après demain dimanche. Elle joue ce soir *Cymbeline* ; demain en matinée *Romeo et Juliette*, et le soir *Twelfth Night*. Ce sera en effet sa douzième et malheureusement sa dernière soirée à la Nouvelle-Orléans.

Dimanche début de Mlle Rose Eytinge.

Le contrôle est ouvert depuis hier.

LA FETE DU WASHINGTON ARTILLERY.—Ce soir, à l'arsenal du Washington Artillery, rue St Charles, Bal d'enfants et début, en cette ville, de deux gentils phénomènes mississipiens, Maggie et Delia Bridges, dans leurs très curieuses personnifications de types vrais, que tous connaissent. Ils sont tout petits de taille, mais il n'en est pas moins de leur talent. Prix d'entrée, $1 ; Enfants, 50 cents.

L'armée Française.

Que disaient donc, s'écrie la *République Française*, certains adversaires de nos institutions politiques et militaires ? Ils affirmaient que les soldats de la République ne pouvaient soutenir la comparaison avec leurs devanciers. Le corps expéditionnaire du Tonquin vient de donner un glorieux démenti à ces affirmations des pessimistes et des alarmistes.

On a compté plus de trois cents hommes mis hors de combat dans les cinq journées de marche et de lutte qui ont abouti à la prise de Son-Tay : c'est à peu près dix pour cent de l'effectif des combattants. L'affaire a donc été chaude, ce qui n'est pas surprenant, puisque l'ennemi était couvert par des retranchements. Elle aurait pu être meurtrière si elle n'avait été aussi habilement menée. Mais nos soldats étaient bien conduits, et, comme nous l'apprend tout le passé de notre histoire militaire, du moment que les soldats français sont bien dans la main de leurs chefs, du moment qu'il y a une confiance réciproque à tous les échelons de la hiérarchie, le succès n'est pas douteux, quelles que soient les difficultés de l'entreprise. Dans cette action, à côté d'hommes provenant de notre recrutement annuel, il y avait des marins, des enfants de l'Algérie, des étrangers, des étrangers dont beaucoup hélas ! le sont malgré eux. Les uns et les autres ont rivalisé de bravoure, et, là-bas, sur cette terre lointaine, ils ont tous été animés du même sentiment du devoir, du même désir de faire triompher les droits et les intérêts de la France.

Devant des actes si glorieux, que deviennent les critiques de ces détracteurs systématiques qui proclament volontiers, soit à la tribune, soit dans la presse, que la République désorganise l'armée, décourage les officiers et démoralise les soldats ? Pourraient-ils nous dire quand l'armée a fait aussi bien ou mieux qu'aujourd'hui ? Ce n'est certes pas que nous prétendions le moins du monde nos gloires du passé. Loin de nous une pensée pareille ! Mais nous affirmons que notre jeune armée est à la hauteur de ses devancières, comme elle l'a montré dans ces trois dernières années par ses longues, pénibles et fatigantes marches à travers la Tunisie et le Sud oranais, comme elle vient de le prouver au Tonkin.

Ce n'est pas tout. On pourrait dire en effet que les troupes engagées dans ces contrées sont des troupes d'élite, et l'on pourrait insinuer que l'armée de France, l'armée de la mobilisation, n'a pas, elle, les qualités militaires. Eh bien, voici que plus de trente mille officiers, sous-officiers et soldats ont demandé à faire partie comme volontaires du corps expéditionnaire du Tonkin. En 1859, on avait de même fait appel à l'armée pour la campagne de Chine ; mais, afin de stimuler le zèle, le gouvernement impérial avait décidé que l'on accorderait aux officiers un supplément du tiers de la gratification d'entrée en campagne et un supplément de solde, que l'on augmenterait également le solde des hommes de troupes et qu'après l'expédition ceux-ci auraient droit à un congé d'un an renouvelable.

Aucune promesse de cette nature n'a été faite par M. le ministre de la guerre, il y a quelques jours, et pourtant un bien plus grand nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats se sont fait inscrire comme volontaires en 1883 qu'en 1859. Ce fait prouve surabondamment que l'esprit militaire est tout aussi vivace, même plus vivace dans notre jeune armée qu'à aucune autre époque de notre histoire nationale, et qu'il y a dans cette jeune armée une force morale dont l'expansion nous garantit que, à présent l'avenir, s'il nous offre les occasions où elle s'appuiera sur la robuste solidité des vétérans de l'armée territoriale.

Le *Temps*, de Paris :

On a vu par quelles sages et fortes raisons M. Spuller a défendu, l'autre jour, à la Chambre, le maintien d'un ambassadeur de la République auprès du Saint-Siège. De l'éloquent discours qu'il a prononcé à cette occasion, il jaillit pour notre politique intérieure à l'égard de l'Eglise des conséquences imprévues et lumineuses qu'il importe de faire ressortir. Les amis de l'orateur, ceux qui ont le plus vivement applaudi son argumentation, doivent être les premiers à la méditer pour en mesurer la réelle portée. Peut-être ne se sont-ils pas doutés que la politique de paix à l'extérieur, que M. Spuller conseille à l'égard du pape, est en radicale contradiction avec la politique de guerre sans merci que des esprits moins avisés prêchent à l'intérieur contre l'Eglise catholique et son clergé.

M. Spuller l'a bien compris. En montrant la nécessité actuelle pour la République française d'entretenir avec le pape des relations pacifiques, il n'a pas manqué de faire sentir la nécessité correspondante de pacifier à l'intérieur les rapports de l'Eglise catholique avec le gouvernement. Nous ne citerons de son discours qu'une phrase où cette noble pensée est relevée avec une particulière énergie. "Je suis certain, a-t-il dit, que, quelles que soient les difficultés que nous avons avec le clergé catholique, difficultés déjà trop nombreuses, et qui devrait s'appliquer, selon moi, à diminuer,—j'ai l'intime conviction, disje, qu'une rupture avec le clergé catholique et avec le Saint-Siège qui le conduit et le gouverne amènerait pour le gouvernement de la République des embarras qu'à mon sens nous devons écarter de sa route.

Est-il possible de mieux faire sentir la corrélation qui existe nécessairement entre l'attitude à prendre vis-à-vis de Rome et celle qu'il faut garder vis-à-vis de l'Eglise en France ? N'est-ce pas un tour que nous ne même politique, socialistes qui, pour être efficace, demande [illegible]

EYMAS-KLEIBERT.—Mariés à la Cathédrale St-Louis, par le Rév. Père Rouzel, le samedi, 5 janvier 1884, BENJAMIN KLEIBERT, de la paroisse St-Jacques, à Mlle EULALIE EYMAS, de la Nlle-Orléans.

Décédée, hier soir, à 8 heures, à l'âge de 73 ans, ESMERALDA MORPHY. Des amis et connaissances ainsi que cette des familles Hincks, Morphy et J. W. Ross, sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à quatre heures. Le convoi funèbre partira de sa dernière résidence, 322 rue Bourgogne, entre St Philippe et Ursulines.

Décédée, hier, à l'âge de 25 ans, ADELAIDE VALLÉE, fille aînée de Louis Vallée. Les amis et connaissances de la famille, ainsi que ceux de ses frères Eugène Vallée et G. C. Lafaye, sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cet après-midi, à 3 heures. Le convoi funèbre partira de la dernière résidence de la défunte, 106 rue de Chartres, entre Marigny et Bienville.

Décédée, hier, à [illegible] moins un quart, de l'après-midi, à l'âge de 56 ans, Dame ANTOINE GRANDADAM, née MARIE BRINGAL. Les amis et connaissances des familles Grandadam et Holland, ceux de son gendre Gregorio Curto, et les membres de la Société Française de Bienfaisance, sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu cette après midi à heures précises de sa dernière résidence coin des rues St Philippe et Prieur.

Décédé jeudi, 10 janvier 1884, à 6 1/2 heures de l'après midi, à l'âge de 55 ans, J. ERNEST BLACHE. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux des fam lles Blache, Pamperton et Dure sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu cette après-midi à 4 heures précises. Le convoi partira de sa dernière résidence, No 350 rue de Chartres, entre Esplanade et François.

Décédé le 9 janvier 1884, à huit heures du matin, sur son habitation, paroisse Jefferson, JAMES LABARRE, âgé de 35 ans, natif de la Louisiane.

MESSE FUNEBRE.

Une messe funèbre sera célébrée SAMEDI, 12 janvier 1884, à sept heures du matin, à l'église St. Augustin, pour le repos de l'âme de feue Dame CARLISLE DELERY, née Gabrielle Lanusse. Les amis et connaissances sont priés d'y assister. 9janv—

B. TREMOULET,
Sue Decatur, No 7, vis à vis la Poste
Vins de Bordeaux des meilleurs crûs, rouge et blanc de maisons de premier ordre.
Sherries de Ruf, Gordon & Co, de Pedro Domecq, etc.
Portes de Sandeman & Co, Offley, Cramp & Forrester.
Champagnes de toutes marques en renom.
Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Genièvres, etc.
Vins de Californie de toutes sortes.
Vin de St-Vincent véritable, etc, etc, etc.
AUX PLUS BAS PRIX.

Pour cause de départ.
Le contenu de la résidence No 51 South Claiborne près Commune, comprenant meubles de maison, de salon, de salle à manger, chambre à coucher, lavis, stores, rugs, stove de cuisine, gravures, glace, vaisselle, verrerie, du même que bien nombre d'autres objets utiles. Il sera vendu SAMEDI, 12 janvier 1884, à 11 heures de matin au dit lieu. ALBERT PAUL, encanteur.
11 janv—2f

Avis.
Un Français d'âge mûr, venant d'arriver à la Nlle-Orléans, désirerait trouver une place quelconque pour gagner sa vie. Il est bon sculpteur et travaille parfaitement le marbre, mais il accepterait tout ce qu'on lui donnera à faire, en dehors de sa spécialité. Il est actif et a besoin de trouver immédiatement une occupation quelconque. S'adresser par lettre à C. L., bureau de l'ABEILLE.
11 janv—6f

PERDUE, le 31 décembre sur le canal Broad, une vache chataigne, tête noire, les cornes blanches et noires. Une récompense libérale sera offerte à qui la ramènera 306 rue Prieur, entre Hôpital et Ursulines. 11janv—3f

Banque Métropolitaine, 91 rue du Canal, entre Chartres et Moreau.—7 janvier 1884.—Avis—A une assemblée générale des actionnaires de cette banque, tenue le 10 décembre 1883 les soussignés dont les noms suivent ont été réélus à l'unanimité Directeurs en l'année 1884, savoir: T. W. DIELMANN, MICHAEL FRANK, JACOB HARSINGER, H. F. KLUMPP, LOUIS LEONHARD, ISIDORE NEWMAN, Sr., JOHN NELSON, FRED. PETERS, A. G. BICKS.
Et, à une réunion de la direction conformément à la charte de l'institution, tenue ce jour, M. MICHAEL FRANK étant président le M. KLUMPP a été unanimement élu Président et FRED. PETERS Vice-Président, et la résolution suivante a été unanimement adoptée, et sa publication ordonnée : Résolu, Que les remerciements de cette Direction soient présentés à notre ex-Président, MICHAEL FRANK, pour son habile et heureuse administration des affaires de cette institution pendant les douze dernières années. Résolu, en outre, Que la Direction apprend avec regret que la mauvaise santé de son épouse et son absence d'ici lui imposent le devoir de récuser sa réélection. Résolu, que les meilleurs souhaits de la Direction lui soient acquis pour un bonheur avenir.
T. D. VAN HORN, Caissier.
9 jan—3f

Compagnie Universelle du Canal Interocéanique de Panama.
Bureaux: Mills Building, 15 Broad Street, New York.
Le coupon No 6 des actions de la Compagnie sera payé à partir du 2 janvier dans les bureaux.
Le coupon No 8 des obligations 5 0/0 1882 sera payé à partir du 15 Janvier.
C. COLNÉ, Sec. Comité Américain.
10jan—3f PP

Charbon Pittsburgh.
W. G. COYLE & CO.,
Pittsburgh. Anthracite et Cannel livré aux familles aux taux les plus réduits du marché.
Bureau : 32 rue Carondelet.
Chantier: Coin Levée et Hope.
9 janv—7f

Bassetti & Xiques
67 & 69 Rue Decatur 67 & 69
En débarquement du navire ALPHONSE & MARIE No 2, de Bordeaux :
142 Barriques et 40 demi-barriques Vin Rouge de Couture Pile, L. P. Baron, Côtes du Bourg, Domaine de la Pardegoraine de Fredillon, St Emilion, St Mésème.
24 Bones et 24 demi barriques, Vins blancs Sauzan, Sauternes et Château Recard
50 Barils Vinaigre de vin blanc, Genest
500 Caisses " " (2 douz.)
500 Vin rouge et blanc de Pic Rodelle, Haut-Médoc, Margaux, Château Cremens, Pontet Canet, Château Léoville, Ladit, Haut-Sauterne, Château Coutet, Château Yquem et Latour Blanche.
25 Huitièmes Cognac 1850 & 1858, E. Grégoire (Cie.)
15 " " 1850 & 1873, Comandon & Cie)
50 " "
60 Barils Olives Verdales de 40, 20 et 10 Kos, Vve Gerrel.
50 Caisses Huile de Nice, Ferret & Pinson
59 " Fruits à l'eau-de-vie Ass. J. Nouvillas)
100 " Cerises à l'eau-de-vie "
25 " Fruits au jus "
25 " Champignons "
10 " Conserves alimentaires "
A vendre par
BASSETTI & XIQUES,
67 et 69 rue Decatur.
8janv—4f

L'ASSEMBLEE annuelle de la Société des Orphelins pour l'élection d'un conseil d'administration, aura lieu MERCREDI, 16 janvier 1884, de 11 heures A. M. à 2 heures P. M., à l'Asile Poydras.
Mme E. N. HODGSON, Secrétaire.
6janv—10f

AUX
PLANTEURS SUCRIERS
—ET AUX—
Autres personnes qu'intéresse la culture de la canne à sucre en Louisiane.
Des événements récents indiquent manifestement que les divers intérêts qui dépendent de la culture du sucre sont menacés d'un danger imminent par la détermination de réduire l'impôt sur les produits étrangers. Il est d'une urgente nécessité de recourir immédiatement à des mesures qui combattent les desseins des antagonistes.
Une convention des planteurs sucriers est donc jugée, par les soussignés, des plus nécessaires pour arrêtés un plan d'action. Vous êtes instamment priés d'assister à celle convoquée le 15 janvier, à la Nouvelle-Orléans.
Edward Sonnell, J. M. Brugière,
Edward R. Lombard, D. R. Calder,
Thomas Rees, Peter Berger,
Thomas & Pugh, R. C. Minor,
John Hagenson, Jr., John R. Bisland,
W. F. Weeks, J. G. Bartels,
Golden, Day & Co., Buck & Levert,
Chas. R. Amery, G. T. Barwick,
Et autres.
10janv—

Théâtre de l'Opéra.